

Art. 7. § 1. Le paiement de la subvention facultative visée aux articles 1^{er} et 3 ne peut avoir lieu qu'à partir du moment où le Directeur général de la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur a validé une proposition de projet détaillée.

§ 2. Les bénéficiaires des subventions facultatives visées aux articles 1^{er} et 3 justifient leurs dépenses par la présentation d'un dossier financier.

§ 3. Le dossier financier est introduit auprès de la Direction générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur, boulevard de Waterloo 76, 1000 Bruxelles, et ce au plus tard dans les 2 mois qui suivent la clôture du projet subsidié.

§ 4. Toute dépense soumise doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- rapport d'activités ;
- copie du bon de commande ;
- copie des factures émanant de fournisseurs externes, de déclaration de créance circonstanciées ou de factures internes ;
- preuve de paiement.

§ 5. Les sommes indues, identifiées par le contrôle des dépenses, sont récupérées de plein droit par la Direction générale Sécurité et Prévention.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 octobre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Art. 7. § 1. De betaling van de facultatieve toelagen zoals bedoeld in de artikelen 1 en 3 kan enkel gebeuren vanaf het moment dat de Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de FOD Binnenlandse Zaken een gedetailleerd projectvoorstel heeft gevalideerd.

§ 2. De begunstigden van de facultatieve toelagen zoals bedoeld in de artikelen 1 en 3 rechtvaardigen hun uitgaven door middel van een financieel dossier.

§ 3. Het financieel dossier wordt ingediend bij de Directie Veiligheid en Preventie van de FOD Binnenlandse Zaken, Waterloolaan 76, 1000 Brussel, en dat ten laatste binnen de 2 maanden die volgen op het sluiten van het gesubsidieerde project.

§ 4. Elke ingediende uitgave dient vergezeld te zijn van volgende bewijsstukken:

- activiteitenverslag;
- kopie van de bestelbon;
- kopie van facturen van externe leveranciers, een uitvoerige schuldvordering of interne facturen;
- bewijs van betaling.

§ 5. De niet verschuldigde bedragen, geïdentificeerd door de controle van de uitgaven, worden teruggevorderd van rechtswege door de Algemene Directie Veiligheid en Preventie.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 oktober 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/42185]

28 OCTOBRE 2019. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans, des cartes électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers

Le Ministre de la Sécurité de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur

Vu la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour, l'article 6, § 8 ;

Vu l'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans, des cartes électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers;

Considérant qu'il convient d'adapter l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans, des cartes électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/42185]

28 OKTOBER 2019. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar, de elektronische kaarten en elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen, en de biometrische kaarten en biometrische verblijfstitels, afgeleverd aan vreemde onderdanen van derde landen

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Buitenlandse Handel

Gelet op de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, artikel 6, § 8;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar, de elektronische kaarten en elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen, en de biometrische kaarten en biometrische verblijfstitels, afgeleverd aan vreemde onderdanen van derde landen;

Overwegende dat het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar, de elektronische kaarten en elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen, en de

titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers, afin que lesdits tarifs correspondent aux montants relatifs aux frais de fabrication des cartes qui seront d'application dès le 1^{er} janvier 2020,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans, des cartes électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers, remplacé par l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté ministériel fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans et des documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume. ».

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté, remplacé par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. L'application du présent arrêté et de son annexe concerne :

- 1° les cartes d'identité électroniques pour les Belges ;
- 2° les cartes d'identité électroniques pour les Belges établis à l'étranger ;
- 3° les documents d'identité électroniques pour les enfants belges de moins de douze ans ;
- 4° les documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume conformément à la législation relative à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à savoir :
 - a) le titre de séjour, établi conformément au modèle figurant à l'annexe 6, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, attestant que l'étranger est admis ou autorisé au séjour pour une durée limitée ;
 - b) le titre de séjour, établi conformément au modèle figurant à l'annexe 6, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, attestant que l'étranger est admis ou autorisé au séjour pour une durée illimitée ;
 - c) la carte bleue européenne, établie conformément au modèle figurant à l'annexe 6bis, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
 - d) le titre d'établissement, établi conformément au modèle figurant à l'annexe 7, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
 - e) le permis de séjour, de résident de longue durée-U.E., établi conformément au modèle figurant à l'annexe 7bis, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
 - f) le document de séjour, établi conformément au modèle figurant à l'annexe 8, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
 - g) le document de séjour, établi conformément au modèle figurant à l'annexe 8bis, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
 - h) la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, établie conformément au modèle figurant à l'annexe 9, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

biometrische kaarten en biometrische verblijfstitels, afgeleverd aan vreemde onderdanen van derde landen, dient aangepast te worden, opdat deze tarieven zouden overeenstemmen met de bedragen betreffende de kosten voor het aanmaken van de kaarten die van toepassing zullen zijn vanaf 1 januari 2020,

Besluit :

Artikel 1. De titel van het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar, de elektronische kaarten en elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen, en de biometrische kaarten en biometrische verblijfstitels, afgeleverd aan vreemde onderdanen van derde landen, vervangen door het artikel 1 van het ministerieel besluit van 11 september 2017, wordt vervangen als volgt:

“Ministerieel besluit tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar en de elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan de vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven.”.

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit, vervangen door het artikel 2 van het ministerieel besluit van 11 september 2017, wordt vervangen als volgt:

“Artikel 1. De toepassing van dit besluit en zijn bijlage betreft:

- 1° de elektronische identiteitskaarten voor Belgen;
- 2° de elektronische identiteitskaarten voor Belgen gevestigd in het buitenland;
- 3° de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar;
- 4° de elektronische verblijfsdocumenten afgeleverd aan vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven krachtens de wetgeving betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, te weten:
 - a) de verblijfstitel, opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 6 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, waaruit blijkt dat de vreemdeling voor een beperkte duur tot het verblijf is toegelaten of gemachtigd;
 - b) de verblijfstitel, opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 6 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, waaruit blijkt dat de vreemdeling voor een onbeperkte duur tot het verblijf is toegelaten of gemachtigd;
 - c) de blauwe Europese kaart, opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 6bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
 - d) de vestigingsvergunning, opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 7 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
 - e) de verblijfsvergunning van EU-langdurig ingezetene, opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 7bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
 - f) het verblijfsdocument, opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 8 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
 - g) het verblijfsdocument, opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 8bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
 - h) de verblijfkaart van familielid van een burger van de Unie, opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 9 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

i) la carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, établie conformément au modèle figurant à l'annexe 9bis, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. ».

Art. 3. L'article 2, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. § 1^{er}. Au 1^{er} janvier de chaque année, à partir du 1^{er} janvier 2020, les montants des rétributions à charge des communes pour l'obtention des cartes et documents repris à l'article 1^{er} sont automatiquement revus sur la base des fluctuations de l'indice santé suivant la formule suivante:

nouveau tarif = (tarif de base x nouvel indice)/indice de base

L'indice de base est l'indice santé applicable au mois de décembre 2018 et le nouvel indice est l'indice santé applicable au cours du mois de septembre précédant la révision du montant des rétributions.

Les résultats obtenus sont arrondis à la dizaine d'euro cent supérieure.

§ 2. Les montants visés au paragraphe 1^{er} sont communiqués à l'initiative du Ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions aux communes dans le courant du mois de septembre de chaque année. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, l'annexe, remplacée par l'arrêté ministériel du 11 septembre 2017, est remplacée par ce qui suit :

i) de duurzame verblijfkaart van familielid van een burger van de Unie, opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 9bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.".

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt:

"Art. 2. § 1. Vanaf 1 januari 2020 worden, op 1 januari van elk jaar, de bedragen van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor het verkrijgen van de in artikel 1 vermelde kaarten, automatisch herzien op basis van de schommelingen van de gezondheidsindex volgens volgende formule:

nieuw tarief = (basistarief x nieuwe index)/basisindex

De basisindex is de gezondheidsindex van toepassing voor de maand december 2018 en de nieuwe index is de gezondheidsindex van toepassing in de loop van de maand september die voorafgaat aan de herziening van het bedrag van de vergoedingen.

De verkregen resultaten zullen naar de hogere tien eurocent afgerond worden.

§ 2. De bedragen, bedoeld in het eerste paragraaf, worden medege-deeld door de Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken aan de gemeenten in de loop van de maand september van ieder jaar."

Art. 4. In hetzelfde besluit, vervangen door het ministerieel besluit van 11 september 2017, wordt de bijlage vervangen als volgt:

« Annexe à l'arrêté royal du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans et des documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume

Le montant des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour les enfants belges de moins de douze ans ou des documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume est fixé, à partir du 1^{er} janvier 2020, comme suit :

	Tarifs au 1 ^{er} janvier 2020
A. Procédure normale :	
Cartes d'identité électroniques pour les Belges, visées à l'article 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	€ 16,10
Documents d'identité électroniques pour les enfants belges de moins de douze ans, visés à l'article 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 3 ^o	€ 6,40
Documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume, visés à l'article 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 4 ^o , f) à i)	€ 16,10
Documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume, visés à l'article 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 4 ^o , a) à e)	€ 16,60
B. Procédure d'urgence avec livraison centralisée de la carte et des codes PIN/PUK à l'adresse de la Direction générale Institutions et Population du SPF Intérieur – Bruxelles :	
Cartes d'identité électroniques pour les Belges, visées à l'article 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	€ 129,80
Documents d'identité électroniques pour les enfants belges de moins de douze ans, visés à l'article 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 3 ^o	€ 120,10
C. Procédure d'urgence avec livraison de la carte et des codes PIN/PUK dans les communes :	
Cartes d'identité électroniques pour les Belges, visées à l'article 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o et 2 ^o	€ 98,60
Documents d'identité électroniques pour les enfants belges de moins de douze ans, visés à l'article 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 3 ^o	€ 88,90
Documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume, visés à l'article 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 4 ^o , f) à i)	€ 98,60
Documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume, visés à l'article 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 4 ^o , a) à e)	€ 98,60

Bijlage bij het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar, en de elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan de vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het rijk verblijven

Het bedrag van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar of de elektronische verblijfsdocumenten afgeleverd aan vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven, wordt vanaf 1 januari 2020 vastgelegd als volgt:

	Tarieven op 1 januari 2020
A. Normale Procédure:	
Elektronische identiteitskaarten voor Belgen, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°	€ 16,10
Elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder twaalf jaar, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 3°	€ 6,40
Elektronische verblijfsdocumenten afgeleverd aan vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, f) tot i)	€ 16,10
Elektronische verblijfsdocumenten afgeleverd aan vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, a) tot e)	€ 16,60
B. Spoedprocedure met gecentraliseerde levering van de kaart en PIN/PUK bij de Algemene Directie Instellingen en Bevolking van de FOD Binnenlandse Zaken - Brussel:	
Elektronische identiteitskaarten voor Belgen, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°	€ 129,80
Elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder twaalf jaar, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 3°	€ 120,10
C. Spoedprocedure met levering van de kaart en PIN/PUK bij de gemeenten:	
Elektronische identiteitskaarten voor Belgen, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1° en 2°	€ 98,60
Elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder twaalf jaar, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 3°	€ 88,90
Elektronische verblijfsdocumenten afgeleverd aan vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, f) tot i)	€ 98,60
Elektronische verblijfsdocumenten afgeleverd aan vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven, bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, a) tot e)	€ 98,60''

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.
Bruxelles, le 28 octobre 2019.

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
chargé du Commerce extérieur,
P. DE CREM

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.
Brussels, 28 oktober 2019.

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
belast met Buitenlandse Handel,
P. DE CREM

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2019/42353]

3 NOVEMBRE 2019. — Arrêté royal modifiant la liste des personnes et entités annexée, visée aux articles 3 et 5 de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, l'article 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, confirmé par l'article 115 de la loi du 25 avril 2007, portant des dispositions diverses (IV), les articles 3 et 5 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2019/42353]

3 NOVEMBER 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van de lijst van personen en entiteiten bedoeld in artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 mei 1995 inzake de tenuitvoerlegging van de besluiten van de Veiligheidsraad van de Organisatie van de Verenigde Naties, artikel 1 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme, bekrachtigd bij artikel 115 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), artikelen 3 en 5 ;